

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI.  
SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.

TRANSMIS copie pour information à

- Mr C'AT à Kibungu

Usumbura le 3 février 1953  
L'Ingénieur, Chef du Service des Travaux  
Publics du Ruanda-Urundi,  
J. VAN VLAENDEREN.

340 TP 2/01  
14/2/53

1/2



GOVERNEMENT GENERAL  
6ème DIRECTION GENERALE  
1ère DIRECTION.-

Léopoldville le 23 janvier 1953

No 612/1194/112

CONGO BELGE

Paiements d'acomptes  
en cours d'entreprise  
de travaux.-

Monsieur le Gouverneur (Tous + Usa),

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-après  
quelques considérations relatives aux paiements des acomptes en cours d'exé-  
cution de travaux confiés à l'entreprise privée.

Lorsque les travaux de construction d'un  
bâtiment confié à l'entreprise privée pour une somme globale forfaitaire se  
poursuivent et s'achèvent normalement, les paiements des factures d'acomptes  
ne donnent généralement lieu à aucune difficulté du fait de leur mode d'étab-  
lissement, et le montant du solde de la dernière facture régularise assez  
aisément les quelques erreurs qui auraient été commises lors des différents  
acomptes partiels.

Mais, lorsqu'au cours des travaux, se pré-  
sentent quelques difficultés dans la trésorerie de l'entrepreneur, on s'aper-  
çoit parfois, mais un peu tard, que le total des paiements d'acomptes est  
supérieur au montant des ouvrages exécutés augmenté de la valeur des appro-  
visionnement existants. Et lorsque l'entrepreneur adjudicataire est défaut-  
lant, la Colonie se trouve dans l'impossibilité de récupérer les sommes in-  
dûment payées.-

Cette situation est d'autant plus déplorable qu'  
que, dans la majorité des cas, l'Administration a négligé de prendre en temps  
opportun les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts du Trésor.-

Aussi, indépendamment des précautions géné-

rales à rappeler:

- 1.- Aux Conseils des Adjudications d'avoir à tenir compte, quant au choix des  
soumissionnaires, de l'ensemble des renseignements obtenus quant à la nationalité  
la solvabilité, la capacité et l'honorabilité que présentent les soumission-  
naires (cf. dernier alinéa de l'article 32 D "Choix de l'adjudicataire-Marge  
préférentielle" de la note confidentielle du 11 juin 1937 de l'Ingénieur  
en Chef ).
- 2.- Aux Chefs de Service d'être particulièrement vigilants lorsque les fonctions  
de Fonctionnaire Dirigeant sont confiées à des agents non spécialisés ou peu  
expérimentés,  
Y a-t-il lieu d'attirer sérieusement l'attention:

...../.....

3- Des surveillants de travaux, fonctionnaires dirigeants, secrétaires, comptables, gestionnaires et sous-gestionnaires de crédits sur les factures et paiements d'acomptes au cours de l'exécution des travaux.

Si plusieurs éléments:

- a) quantités d'ouvrages effectués
  - b) approvisionnements de matériaux non mis en oeuvre,
  - c) modifications en cours d'entreprise,
  - d) clause de fluctuation de prix,
  - e) amendes pour contraventions et retenues pour retards,
  - f) acompte pour cause d'interruption, par ordre de l'Administration, de tous les travaux de l'entreprise,
- peuvent intervenir dans le montant des acomptes mensuels, les deux premiers a) et b), sont le plus souvent la cause de désagréables surprises lorsque les travaux n'ont pu être menés à bonne fin, et il apparaît nécessaire d'attirer l'attention sur une solution pratique, de manière à réduire les risques et éviter de liquider indûment certaines factures au montant surfait.

Le cahier général des charges, en son article 17 stipule que le prix des ouvrages de l'entreprise est payé par acomptes mensuels, " à mesure de l'avancement des travaux et de l'approvisionnement des matériaux à pied d'oeuvre, suivant les prix du bordereau, et ce jusqu'au complet achèvement des ouvrages. Le solde est payé après réception provisoire de l'ensemble des travaux " et les paiements se font à la demande de l'entrepreneur sur présentation d'états de situation détaillés, dressés par ses soins et après approbation par le fonctionnaire dirigeant.

Aucun texte ne précise la manière dont doivent être dressés ces états détaillés; il arrive parfois de constater, en cours d'exécution, que le cumul des quantités d'une même catégorie d'ouvrage soit supérieur à la quantité totale de cette catégorie d'ouvrage mentionnée au bordereau annexé à la soumission, et même parfois que les approvisionnements ont été comptés deux fois: une première fois comme matériaux approvisionnés sur chantier et non mis en oeuvre, et une seconde fois dans les ouvrages effectués.

En cas d'arrêt des travaux, notamment par suite de défaillance de l'entrepreneur adjudicataire, il arrive que les sommes indûment payées dépassent le montant du cautionnement.-

On peut éviter pareils mécomptes en demandant à l'entrepreneur d'établir ses états détaillés pour acomptes en mentionnant sur chacun d'eux l'état d'avancement global, reprenant tous les ouvrages effectués depuis le début des travaux, en y ajoutant les seuls approvisionnements existants au moment de l'établissement de l'état détaillé, et en défalquant de ce total le montant de tous les acomptes antérieurs pour ouvrages effectués et approvisionnements.

De la sorte, chaque situation corrige automatiquement les éventuelles erreurs antérieures, et il est plus aisé de se rendre mieux compte de l'état général d'avancement des travaux et de contrôler les quantités d'ouvrage facturées, notamment si ces quantités facturées ne dépassent pas celles du bordereau.-

La comparaison entre deux états de situation, établis, comme ci-dessus, à des époques différentes, permet aussi de se rendre facilement compte des ouvrages effectués entre ces deux époques.

Les autres éléments, c), d), et e) faisant éventuellement l'objet de décompte en cours d'entreprise, figurant dans des postes séparés, ne donnent guère lieu à erreurs.

POUR LE GOUVERNEUR GENERAL  
LE SECRETAIRE GENERAL G.SAND.-  
Sé/ G.SAND.